

Montreuil

LE LIEN SOCIAL

*Collection dirigée
par Serge Paugam*

Sous la direction de
JEAN-PIERRE LÉVY ET SYLVIE TISSOT

MONTREUIL

Une banlieue toujours populaire ?



Ouvrage publié avec le soutien du LATTS – CNRS

Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle. La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la Directive (UE) 2019/790.

ISBN 978-2-13-089457-5

ISSN 1285-3097

Dépôt légal — 1^{re} édition : septembre 2026

© Presses universitaires de France, 2026

5, allée de la 2^e D.B., 75015 Paris

Sommaire

INTRODUCTION, Sylvie Tissot et Jean-Pierre Lévy	11
Que deviennent les banlieues rouges au début du XXI ^e siècle ?	12
Ni « ghettos », ni « bobos » : de quelle mixité sociale parle-t-on ?	22

CHAPITRE 1

LA CONSTRUCTION DES GRANDS ENSEMBLES ET LA VILLE COMMUNISTE

UN PATRIMOINE ORIGINAL ET MÉCONNU, LE LOGEMENT SOCIAL À MONTREUIL, Benoit Pouvreau	35
Un Office bâtisseur	36
Autoconstruction et grands ensembles, l'après-guerre	39
Renouveler la ville sur elle-même	42
Croix de Chavaux et la Noue, deux expérimentations originales	44
Singularités montreuilloises	46
DE L'EMBLÈME AU « PROBLÈME » HISTOIRE DES GRANDS ENSEMBLES DANS UNE VILLE COMMUNISTE, Sylvie Tissot	51
La fierté perdue des grands ensembles	52
L'apparition de « ghettos »	55
De la planification à la revalorisation	58
Le quartier comme lieu de la réparation	60
Pressions financières et pressions médiatiques	61
Les armes du développement social urbain	62
Une rhétorique nouvelle pour des « ex-communistes »	64
Références	66

LA CHUTE DE MONTREUIL LA ROUGE, Céline Delacroix	67
Le jeu des alliances	68
Quel visage pour Montreuil ?	70
L'ancrage de Dominique Voynet sur le territoire : le site des Murs à pêches	80
Références	89
DU CLIENTÉLISME POLITIQUE EN BANLIEUE ROUGELE CAS DE JEAN-PIERRE BRARD ET « LA COMMUNAUTÉ MALIENNE DE MONTREUIL », Simon Lévy	91
Les leaders communautaires comme source de capital politique	95
La construction d'une identité stratégique de « spécialiste du Mali en France »	98
Des liens matériels et interpersonnels	101
La contribution du politique à la structuration du champ communautaire local	103
Conclusion	107
CHAPITRE 2	
MIGRATIONS ET MINORITÉS URBAINES	
IMMIGRÉS ITALIENS À MONTREUIL (ANNÉES 1880-1960), Marie-Claude Blanc-Chaléard	113
Années 1880-1914 : dans le sillage des migrations provinciales	114
Italiens à Montreuil au temps des banlieues ouvrières (1920-1939)	119
Du temps des Italiens au temps des « travailleurs immigrés » (1945-années 1960)	125
Vers la fin des Italiens : une configuration favorable	126
Italiens et « travailleurs immigrés » des années 1960	129
LES AMBIVALENCES DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE COMME MODE DE GOUVERNANCE DES MIGRANTS MALIENS DE MONTREUIL, Sadio Soukouna	135
Introduction	135
L'articulation des politiques d'intégration et de coopération dans les relations entre Montreuil et les associations de migrants maliens	139
La participation des migrants maliens à la coopération décentralisée comme outil d'insertion sociale à Montreuil	146
LABILITÉ ET ANCRAGE EN TENSION UNE ETHNOGRAPHIE DES MARGES URBAINES MONTREUILLOISES, Anne-Claire Vallet	149
D'un abri à un autre	151
Lieux et liens	158
Références	166

MONTREUIL ET LA RÉSIDENTIALISATION DES FOYERS :	
RELOGER, DESSERRER, ÉVINCER, NORMALISER, Claire Lévy-Vroelant	169
L’emblématique Bara, et Nouvelle France dans le rétroviseur, 1968–2019	173
2018–2025. L’ouverture du hangar de la rue de Stalingrad et la pose de la première pierre du « nouveau Bara »	177
Une communication municipale efficace centrée sur les bénéficiaires du dispositif	182
La résidentialisation des foyers : épreuves et finalités	185
BRICOLER L’HOSPITALITÉ PUBLIQUE : RÉFLEXIONS AUTOUR DU RELOGEMENT DES ROMS ROUMAINS À MONTREUIL, Norah Benarrosh-Orsoni	
Mutations politiques et sociales	196
La création du dispositif d’accueil	201
L’hospitalité sous tension	209
Conclusion	214
Références	215
DE MONTREUIL VILLE OUVRIÈRE À MONTREUIL VILLE MONDE :	
RACIALISATION POLITIQUE ET CONTESTATIONS ORDINAIRES DU RACISME, Élise Palomares	217
Introduction	217
La construction locale de la question malienne	220
Un statut d’immigre héréditaire ?	227
Race, nation, culture : des prescriptions identitaires ambiguës	232
Une contestation prudente ou différée dans le temps	236
Conclusion	242
Références	243
CHAPITRE 3	
GOUVERNER PAR LA MIXITÉ	
MIXITÉ SOCIALE ET DISCRIMINATIONS : ENQUÊTE SUR LA GESTION DES ATTRIBUTIONS DE LOGEMENT HLM À MONTREUIL, Sylvie Tissot	
Une mixité pour les « quartiers » : reformulation de la lutte contre les « ghettos » par la politique de la ville	251
L’arme de la mixité sociale	255
L’impossible objectivation de la mixité sociale	264
LIMITES DES POLITIQUES DE MIXITÉ SOCIALE EN BANLIEUE OUVRIÈRE, Marie-Hélène Bacqué, Sylvie Fol, Jean-Pierre Lévy	
Introduction : les enjeux de la mixité	273
La mixité au niveau local : étude comparative entre Montreuil et Saint-Denis	275
Les effets de ces politiques	281

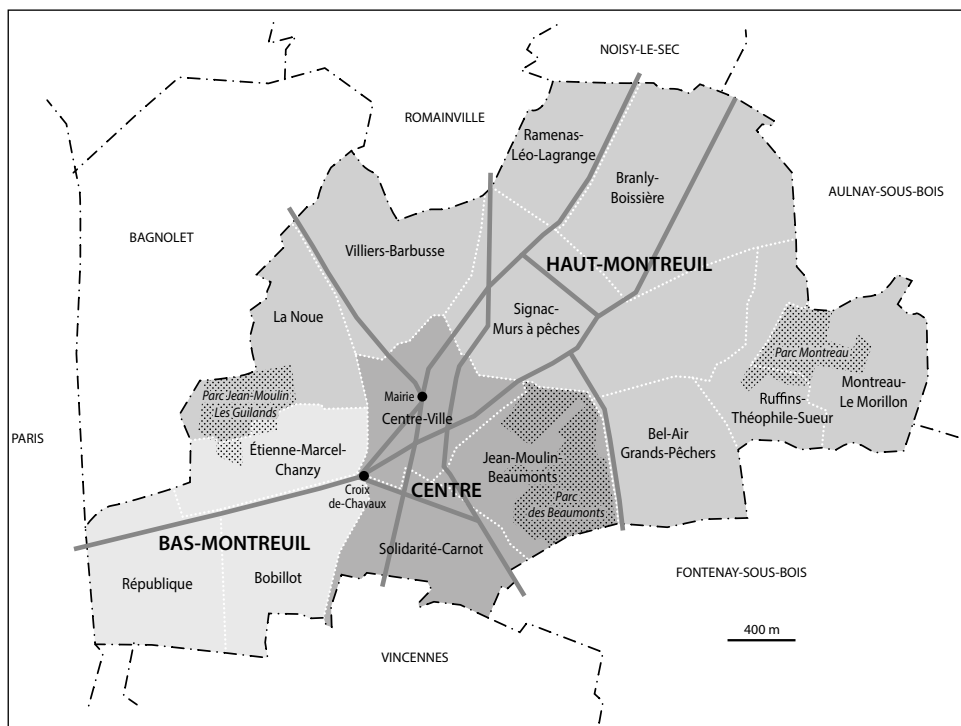
CHOIX PERSONNELS OU MILITANTS? L'ÉCOLE AU CŒUR DES TENSIONS ENTRE LES VISÉES INDIVIDUELLES ET LES IDÉAUX COLLECTIFS DES CLASSES MOYENNES MONTREUILLOISES, Agnès van Zanten	291
La conciliation discursive des visées individuelles et des idéaux collectifs	294
Des discours aux choix : contourner, contrôler ou modeler l'offre éducative locale	301
Conclusion	308
Références	309

CHAPITRE 4

GENTRIFICATION ET PATRIMONIALISATION

PARCOURS D'HABITANTS DES QUARTIERS ANCIENS DE CENTRE-VILLE. FOCUS SUR LE BAS-MONTREUIL, Jean-Pierre Lévy	315
Le Bas-Montreuil : un tissu urbain composite, une présence marquée de jeunes actifs	316
Les décohabitants	319
Les ménages engagés dans un parcours résidentiel	322
Les ménages stables	325
Retour sur la situation en 1997 et son évolution dans les années 2000	328
Références	334
MONTREUIL, « LE 21 ^e ARRONDISSEMENT DE PARIS » ? LA GENTRIFICATION OU LA FABRICATION D'UN QUARTIER ANCIEN DE CENTRE-VILLE, Anaïs Collet	337
Deux générations de « gentrificateurs » face au Bas-Montreuil	343
Patrimoine, mixité, culture : doter le quartier des attributs d'une urbanité positive	350
« J'ai fini par comprendre le charme de ces endroits » : la construction symbolique d'un quartier désirable	354
Les lofts et l'esthétique de l'hybridation : la construction matérielle d'un environnement distinctif	357
Le « quartier-village » réalisé : la construction d'une relative centralité	361
Conclusion	365
À MONTREUIL, QUAND L'ART FAIT QUARTIER. LA TERRITORIALISATION DES ACTIVITÉS ARTISTIQUES DANS UNE « BANLIEUE ROUGE », Camille Boichot	367
Créer en ville : les facteurs d'une concentration de la création artistique dans l'espace urbain montreuillois	370
Rendre la création visible et marquer les territoires urbains de l'art	374
Les lieux de sociabilité et les réseaux de proximité : éléments de construction de territorialités artistiques	377
Du rôle des habitants, des investisseurs privés et des politiques dans l'émergence d'un quartier artistique	380
Conclusion	384
Références	385

LES MURS À PÊCHES DE MONTREUIL : DE L'INDIFFÉRENCE	
À LA RECONNAISSANCE. PROCESSUS ET ENJEUX D'UNE PATRIMONIALISATION,	
Didier Frydman	389
Une brève histoire des murs à pêches	391
Le processus patrimonial	393
Un patrimoine à quel titre ?	400
Conclusion	407
RÉINVENTER UNE IDENTITÉ ENTRE « NATURE » ET « CULTURE »	
POUR UNE ANCIENNE VILLE OUVRIÈRE DE LA BANLIEUE ROUGE,	
Barbara Casciarri	409
Micro-histoires socio-naturelles d'une ville de la banlieue rouge	411
Le rouge et le vert : de la domination à la redécouverte de la nature	
entre le Front populaire et nos jours	413
Natures urbaines, contre-cultures et lutte de classes	418
Culture, nature, engagement : reformuler l'identité montreuilloise	
à l'heure du Grand Paris	421
Références	426
CHAPITRE 5	
HABITAT ALTERNATIF	
UNE UTOPIE CONSTRUITE. LA MAISON DES BABAYAGAS,	
Sabri Bendimérad et Monique Eleb	431
Les attendus idéologiques : pourquoi devient-on Babayaga ?	433
Comment devient-on Babayaga ?	436
Des « erreurs de casting » ?	437
Les décalages entre projet utopique et réalité vécue	439
La peur de l'entrisme et la lutte pour le pouvoir	441
Relations de voisinage et affinités électives	443
Visiteurs ou habitants ? « Il faut qu'il ait son chez-soi ! »	445
Cogestion et autogestion	446
Vers la banalisation ?	447



Introduction

Sylvie Tissot et Jean-Pierre Lévy

Évoquer la ville de Montreuil, Seine-Saint-Denis, dans des conversations ordinaires peut susciter des réactions tout à fait contrastées : entre l'irritation, pour certains jeunes Franciliens, de ne pouvoir s'y loger en raison de la très forte augmentation des prix de l'immobilier et la satisfaction qu'expriment souvent les Montreuillois. Nombreux sont ses habitants qui apprécient l'environnement d'une commune proche de Paris, desservie par plusieurs lignes de métro, et qui offre un riche ensemble d'équipements sociaux et culturels. La réputation d'une ville accueillante, vivante, voire branchée, où résident de nombreuses personnalités du cinéma, a en outre largement entamé le stigmate de la « banlieue » à laquelle elle a pu être longtemps associée. Branchée et... « gentrifiée » ! Le mot est lâché, qui désigne une réalité incontestable, présente dans les débats publics, affectant la métropole parisienne bien au-delà du cas montreuillois. Cet ouvrage entend balayer un certain nombre d'idées reçues sur Montreuil (et avec lui le terme piégeux de « bobo¹ »). Pour cela il s'appuie sur dix-neuf enquêtes effectuées entre 1998 et 2025, la plupart déjà publiées sous forme d'articles, d'autres issues de travaux universitaires (mémoires, thèses, interventions) dont deux inédites. Brassant les perspectives de la sociologie, de la géographie, de l'anthropologie, de l'histoire et de la science politique, ces textes témoignent de l'intérêt des chercheurs et des chercheuses pour la ville de Montreuil. Certes, ils répondent à des questionnements

1. Jean-Yves Authier, Anaïs Collet, Colin Giraud, Jean Rivière et Sylvie Tissot (dir.), *Les Bobos n'existent pas*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2018.

divers, qui leur sont propres, ils présentent des registres d'écriture différents, mais rassemblés pour la première fois ici, ils composent une sorte de monographie de longue durée et offrent une vision inédite de la transformation d'une ville populaire. Cet intérêt pour Montreuil, où, il est vrai, un certain nombre de chercheurs et de chercheuses, dont le coordinateur et la coordinatrice de l'ouvrage, habitent, va au-delà de cette ville de la petite couronne parisienne. Le recueil de ces textes éclaire d'une part des enjeux qui se posent pour d'autres espaces de la banlieue parisienne, et, au-delà, pour de nombreux quartiers autrefois populaires et en transformation. D'autre part, de toutes ces enquêtes se dégagent des manières de faire de la recherche précieuses et inventives. De ce point de vue, Montreuil a été, et continue à être, un observatoire des transformations urbaines, un laboratoire pour les sciences sociales, et, il est permis de l'espérer, un espace qui intéressera tous ceux et toutes celles qu'interroge le devenir des villes.

QUE DEVIENNENT LES BANLIEUES ROUGES AU DÉBUT DU XXI^E SIÈCLE ?

Montreuil est une commune de l'est de la petite couronne parisienne, qui figure, avec ses 111 000 habitants recensés en 2022, parmi les deux villes, avec Saint-Denis, les plus peuplées de la Seine-Saint-Denis et se situe à la quatrième place des villes les plus peuplées d'Île-de-France. Elle se rattache directement à l'histoire des banlieues parisiennes, et son paysage urbanistique traduit les vagues de peuplement caractéristiques de nombreuses communes de la périphérie de la capitale depuis le début du xx^e siècle. Tous les types architecturaux s'y retrouvent : maisons de ville ouvrières ou quartiers pavillonnaires, habitat collectif ancien de type HBM (Habitation à bon marché) de l'entre-deux-guerres, grandes cités

d'habitat social des années 1960, puis petites opérations de logements sociaux construites après 1980 insérées dans le tissu urbain ; enfin, habitat collectif en locatif privé ou en accession à la propriété produit depuis l'après-guerre. Vous avez dit « banlieue » ? De quoi s'agit-il exactement ? Cette réalité souvent mal définie¹ renvoie d'abord à un moment historique précis : la croissance urbaine exceptionnelle de la seconde moitié du XIX^e siècle, qui transforme Paris en une capitale incontestée, en espace désormais aménagé, ouvert, traversé de flux locaux, nationaux et internationaux. Le développement de la banlieue a accompagné cette révolution urbaine, transformant des espaces naguère nourriciers, notamment horticoles comme le Montreuil des murs à pêches raconté dans le présent ouvrage par Didier Frydman*. Cette banlieue autrefois peu urbanisée prend, au fur et à mesure qu'elle se développe et se densifie, la forme d'une mosaïque architecturale assez unique en France, qui marque durablement le paysage de Montreuil en ce début du XXI^e siècle. À la fin du XIX^e siècle, à la suite de la hausse des loyers parisiens, une activité économique importante quitte la capitale, qui a concentré jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et jusqu'en son centre, usines et artisanats. À Montreuil des entreprises industrielles de petite taille (liées au secteur de l'ébénisterie notamment) migrent dans le prolongement du Faubourg Saint-Antoine.

Montreuil est ainsi fille de la banlieue parisienne industrialisée, une réalité spatiale et morphologique bien identifiable, même si elle prend une forme spécifique dans cette ville, différente par exemple des grandes emprises industrielles de la Plaine Saint-Denis. Cette réalité forme aussi une entité politique emblématique, marquée par le communisme municipal, que désigne le label de « banlieue rouge ». Cette banlieue-là a une histoire singulière, bien distincte de la villégiature bourgeoise qui s'étend à la fin du XIX^e siècle dans l'ouest parisien et dans certaines communes aujourd'hui intégrées à

1. Le terme est apparu aux XII-XIII^e siècles et correspond à une couronne d'environ une « lieue », territoire du droit de « ban » du suzerain. Au pluriel cependant, elle est très vite associée à une dépendance à travers la notion de « satellite » (d'une grande ville). Cette dépendance réciproque avec le centre se retrouve dans la définition du Larousse en ligne qui propose une vision assez neutre : « Ensemble des localités administrativement autonomes qui environnent un centre urbain et participent à son existence. »

* L'astérisque renvoie au texte de l'ouvrage.

la Seine-Saint-Denis comme Le Raincy. La banlieue rouge naît de l'industrialisation et du peuplement ouvrier des faubourgs parisiens, ainsi que des bouleversements politiques du début du ^{xx}^e siècle. La vague socialiste des élections législatives de 1914 renforcée par les élections municipales de 1919 à travers l'implantation de la SFIO puis de l'ancêtre du Parti communiste, la SFIC¹, dans 30 % des communes du département de la Seine, ont apporté une nouvelle coloration – rouge – à un large ensemble de municipalités, dont Montreuil en 1935². La création plus tardive du département de la Seine-Saint-Denis en 1968 va permettre d'isoler dans un territoire spécifique les communes dominées par le Parti communiste. La banlieue rouge ne se réduit pas à l'emprise d'un parti, à la fois au niveau municipal et législatif (Montreuil a ainsi envoyé à l'Assemblée nationale des dirigeants communistes de premier plan comme Jacques Duclos, élu de la circonscription en 1936). L'expression désigne un espace qui a été le terreau d'une culture et d'une sociabilité populaire encadrées par un réseau politique, militant et associatif particulièrement dense inséré dans les usines.

Cette gestion municipale qui, selon Emmanuel Bellanger, annonce «la fabrique de l'État social» à venir³, s'incarne dans des politiques de soutien, d'animation scolaires et de construction massive d'équipements sportifs, culturels et de santé. Ces municipalités sont aussi parmi les premières, avec Paris, à accueillir les opérations de logements sociaux visant à résoudre la grave crise qui sévit pendant l'entre-deux-guerres et de façon encore plus saillante après la Seconde Guerre mondiale, avec l'objectif de stabiliser les populations ouvrières dans leur commune. Les franges supérieures de la classe ouvrière, ainsi que les classes moyennes, accèdent ainsi aux conditions de vie modernes, même si la persistance de l'habitat insalubre reste une caractéristique du Bas-Montreuil jusqu'à la fin du ^{xx}^e siècle, et se prolonge avec le mal-logement du ^{xxi}^e siècle

1. La Section française de l'Internationale communiste, née de la scission du Parti socialiste lors du Congrès de Tours de 1920, et issue de la SFIO, devient en 1921 le Parti communiste puis le PCF en 1943.

2. Emmanuel Bellanger, «Devenir une “ville rouge” en banlieue parisienne et le rester», *Le Mouvement Social*, 3, 272, 2020, p. 81-108.

3. E. Bellanger, *ibid.*, 2020, p. 83.

dans les marges urbaines étudiées dans cet ouvrage par Anne-Claire Vallet*. Plus que cela, alors que les faubourgs populaires ont, dès leur formation, véhiculé la peur des classes laborieuses considérées comme des classes dangereuses, un territoire périphérique, délaissé, stigmatisé est transformé en objet de fierté. De sorte que, comme l'a suggéré l'historienne Annie Fourcaut à propos de Bobigny, les banlieues rouges parviennent à susciter au sein de la classe ouvrière une identification double, à la fois sociale et locale, une conscience de classe doublée d'un attachement à un espace : « un patriotisme de clocher à base de classe », écrit-elle dans une formule ramassée¹.

Montreuil élit Fernand Soupé, son premier maire communiste, un ouvrier, en 1935. Ce basculement politique marque le début d'une importante politique sociale, prenant la forme d'équipements qui couvrent bientôt le territoire². Le maillage des cellules du parti est serré et jusqu'aux années 1980, l'emprise reste forte. En dépit de ce passé, Montreuil ne fait pas partie des communes étudiées par les historiens et historiennes de la banlieue rouge. Outre l'ouvrage classique d'Annie Fourcaut sur Bobigny déjà cité, Jean-Pierre Brunet s'est penché sur Saint-Denis, « la ville rouge », tandis qu'Emmanuel Bellanger a décrit Ivry comme la « capitale du communisme français »³. Montreuil est certes riche d'un patrimoine social, dont l'histoire est racontée dans le présent ouvrage par Benoît Pouvreau*, et d'un habitat pavillonnaire ouvrier et immigré auto-construit (Marie-Claude Blanc-Chaléard*). Toutefois, le constat a vite été établi : Montreuil occupe une place très en retrait dans l'historiographie des « villes ouvrières »⁴. Et ce malgré la présence continue des communistes à l'hôtel de ville jusqu'en 2026, exceptée la brève parenthèse écologiste de Dominique Voynet de 2008 à 2014. En

1. Annie Fourcaut, *Bobigny, Banlieue rouge*, Paris, Éditions ouvrières-Presses FNSP, 1986, p. 196.
2. Sur les politiques d'aménagement et d'équipement menées par les municipalités communistes montreuilloises, voir, dans une perspective particulièrement hagiographique, l'ouvrage de Claude Willard et José Fort, *Montreuil-sous-Bois des origines à nos jours*, Paris, Messidor, 1982.
3. Jean-Pierre Brunet, *Saint-Denis la ville rouge (1890-1939)*, Paris, Hachette, 1980. Emmanuel Bellanger, *Ivry banlieue rouge : capitale du communisme français XX^e siècle*, Paris, Créaphis, 2017.
4. Susanna Magri et Christian Topalov (dir.), *Villes ouvrières 1900-1950*, Paris, L'Harmattan, 1989.

dépôt également de symboles ouvriers forts sur le territoire, comme le siège de la CGT à la porte de Montreuil. La recension, fouillée bien que probablement non exhaustive qu'a nécessitée la confection de cet ouvrage, a toutefois permis de noter un élément tout aussi intéressant. Parfois dans une démarche comparative avec une autre ville ou d'autres quartiers anciens¹, Montreuil apparaît dans de nombreux articles, ouvrages et thèses de la fin des années 1990 aux années 2000, dans le cadre de nouvelles questions de recherche qui vont contribuer à éclairer le devenir des banlieues rouges².

Le constat est en effet sans appel : la désindustrialisation brutale, la tertiarisation de l'économie dans les années 1970, le chômage de masse et la précarisation de la population ouvrière ont mis un terme à la séquence historique de la ville ouvrière. Ainsi, dans leur ouvrage paru en 1997, Marie-Hélène Bacqué et Sylvie Fol³ déplacent la focale pour s'interroger sur son « devenir ». À Saint-Denis, où les entreprises, de la chimie et de la métallurgie notamment, quittent le territoire, une partie de la classe ouvrière a connu un processus de promotion sociale tandis qu'une autre, plus fragilisée, de plus en plus coupée du noyau ouvrier, et en partie étrangère, a subi de plein fouet la déqualification du travail dans le secteur secondaire, déqualification par ailleurs étudiée dans d'autres espaces que la banlieue parisienne⁴. Saint-Denis est touché par un reflux brutal de l'hégémonie communiste à partir des années 1980, essentiellement au profit du Parti socialiste souvent associé aux écologistes⁵, puis de la France insoumise aux élections municipales de 2026⁶. Ces

1. Jean-Yves Authier, Bernard Bensoussan, Yves Grafmeyer, Jean-Pierre Lévy, Claire Lévy-Vroelant, *Du domicile à la ville. Vivre en quartiers anciens*, Paris, Anthropos, 2001.

2. Citons parmi les thèses portant, entièrement ou en partie, sur Montreuil, celles de Camille Boichot, Anaïs Collet, Élise Palomarès, Sadio Soukouna, Sylvie Tissot, Anne-Claire Vallet, toutes autrices de cet ouvrage. Nous remercions Anaïs Collet et Élise Palomarès pour leur aide dans la recherche des textes composant cet ouvrage.

3. Marie-Hélène Bacqué et Sylvie Fol, *Le devenir des banlieues rouges*, Paris, L'Harmattan, 1997.

4. Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière, Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 20025.

5. Emmanuel Bellanger, « La Seine-Saint-Denis ou la constitution d'une "citadelle communiste" sans union ? », in Danièle Tartakowsky et Alain Bergounioux (dir.), *L'union sans unité Le programme commun de la gauche, 1963-1968*, Rennes, PUR, 2019, p. 189-200.

6. Aux élections municipales de 2026, la liste menée par Bally Bagayoko (LFI) obtient 50,77 % des suffrages au premier tour, devançant celle de l'ancien maire Mathieu Hanotin (PS).

transformations soulèvent des questions plus larges, fondamentales : « S'il n'y a jamais eu d'unité dans le monde ouvrier, le sentiment d'appartenir à un "nous" collectif et à un territoire d'adhésion a pris forme dans des quartiers et des banlieues populaires. Il s'est renforcé et transmis dans la pratique d'une sociabilité souvent communale, festive et militante, faite de traditions municipales, de proximité, de lieux de mémoire et usages sociaux de la politique. C'est cette configuration qui vole en éclats à partir des années 1960 », écrivent Marie-Hélène Bacqué, Emmanuel Bellanger et Henri Rey¹.

Ces questionnements se font jour dans un contexte, celui des années 1990, marqué par un brutal discrédit du marxisme. Une littérature sociologique, encline à décréter que les questions de classe sont obsolètes, va se pencher sur une réalité désormais désignée par le terme consacré politiquement et médiatiquement de « banlieue² ». Des chercheurs imposent un diagnostic, dont la politique de la ville d'ailleurs s'inspirera : le déclin du Parti communiste et des formes d'encadrement classique des classes populaires, le chômage de masse qui les touche feraient surgir de l'ancienne banlieue rouge des quartiers d'« exclus ». Là régneraient désormais l'anomie, la violence, ainsi que les clivages ethniques et les conflits de génération. Les débats s'engagent, et dans cette nouvelle conversation scientifique, plusieurs villes, dont Montreuil, vont fournir des terrains d'enquête pour apporter d'autres éclairages. Marie-Hélène Bacqué* qui, avec Yves Sintomer et, à partir d'une enquête à Saint-Denis et à Aubervilliers, réfute la vision dualiste qui fonde le constat de la relégation³, publie avec Sylvie Fol* et Jean-Pierre Lévy* un texte repris dans cet ouvrage. Ils observent, en mettant en perspective les villes de Saint-Denis et de Montreuil, que les actions se réclamant de la « mixité sociale » se retrouvent dans les territoires de l'ancienne banlieue rouge. Ces politiques traduisent le souhait d'attirer de nouvelles couches moyennes pour transformer l'image

1. Marie-Hélène Bacqué, Emmanuel Bellanger, Henri Rey, *Banlieues populaires. Territoires, sociétés, politiques*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2018, p. 9.
2. Sylvie Tissot, « Les sociologues et la banlieue : construction savante du problème des "quartiers sensibles" », *Genèses*, n° 60(3), 2005, p. 57-75.
3. Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer, « Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, 2001, 42-2, p. 217-249.

dégradée des deux villes. Les deux autrices et l'auteur soulignent les limites de cette stratégie, à la fois du point de vue des réalisations concrètes et de celui des fragmentations spatiales que cette politique engendre entre, d'une part, les quartiers que l'on cherche à valoriser (le centre-ville de Saint-Denis, le Bas-Montreuil) et, d'autre part, les quartiers d'habitat social plus périphériques. D'autres auteurs et autrices, présents dans cet ouvrage, s'attachent également à déconstruire le mot d'ordre de la mixité sociale, institutionnalisé par ailleurs dans les politiques urbaines nationales. Sylvie Tissot* montre ainsi qu'elle accompagne des pratiques discriminatoires dans l'attribution des logements sociaux.

Ce qui est caractéristique de nombre d'enquêtes sur Montreuil, c'est qu'elles proposent des points de vue originaux et multiplient les angles d'analyse sur une commune de banlieue. La ville est touchée comme bien d'autres par la désindustrialisation (entre 1976 et 1982, 6 000 emplois industriels disparaissent et de grandes usines comme Krema ou Dufour ferment) tandis que le peuplement dans les cités d'habitat social se transforme. Le schéma est connu : construites dans un idéal de mixité, elles vont connaître à partir des années 1970 un déclassement social produit à la fois par le départ des couches moyennes vers l'accès à la propriété périphérique et l'accueil de populations immigrées issues de la résorption des bidonvilles. Et ce alors que ces mêmes cités connaissent une dégradation marquée de leur bâti. Mais ces processus expliquent-ils à eux seuls l'anomie qui règnerait dans les quartiers dits « d'exil » ; seraient-ils le ferment des « émeutes », et plus largement la cause du « problème des banlieues » ? Une autre manière de réfléchir à ces questions, présente dans certains chapitres de cet ouvrage, se fait jour. Elle invite à porter son attention sur les analyses qui ont été faites de ces transformations, sur les conclusions qui en ont été tirées et ont été imposées dans le débat public comme des évidences. Plutôt précisément que de les prendre pour des évidences, on peut s'atteler, comme le fait Sylvie Tissot*, à en faire la genèse, pour mieux comprendre les métamorphoses du traitement des territoires pauvres. Par exemple, le retournement de regard porté sur les quartiers d'habitat social naguère « emblèmes » des quartiers ouvriers, et désormais essentiellement considérés comme des « problèmes »

sociaux et spatiaux, et, par conséquent, la mise à l'écart de la question du droit au logement, ne sont pas de simples conséquences d'évolutions socio-démographiques « objectives ». La politique de la ville impose un diagnostic qui met l'accent sur certaines questions (le délitement du lien social) plutôt que d'autres (chômage et précarité). Loin d'être inéluctables, ces options sont solidaires de logiques politiques décisives, comme la distance qui s'est créée entre le Parti communiste, devenu un « parti d'élus¹ », et les classes populaires. Le ralliement de la gauche au pouvoir à l'agenda néolibéral des années 1990, et l'abandon des politiques ambitieuses de redistribution sociale, ont également joué un rôle décisif, de même que le renforcement des inégalités socio-économiques et la profonde défiance des habitants des quartiers populaires vis-à-vis de la gauche.

Loin d'être des exclus désaffiliés, passifs ou menaçants, ces habitants – en premier lieu ceux et celles issus de l'immigration post-coloniale et leurs enfants – *ont été* exclus. D'autres regards sur la banlieue rouge vont ainsi se faire jour, à partir d'enquêtes sur Genevilliers étudié par Olivier Masclet, Le Blanc-Mesnil par Samir Hadj Belgacem², mais aussi Montreuil. Dès les années 1960, puis dans les années 1980, les municipalités communistes ont été les premières à dénoncer les concentrations des populations immigrées (sub-sahariennes et maghrébines) dans l'habitat social municipal ou privé, qu'elles qualifient de « ghettos ». Dans les décennies qui suivent, la perception de la présence immigrée comme une charge, porteuse d'un risque de « ghettoïsation » plutôt que comme une fraction des classes populaires à défendre, nourrit une méfiance profonde vis-à-vis d'une jeunesse avide de participation politique, dont les revendications (en termes de discriminations et de violences policières) ne sont cependant pas prises en charge politiquement. Ce « rendez-vous manqué » entre « la gauche et les

1. Julian Mischi, *Le communisme désarmé. Le PCF & les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone, 2014.
2. Olivier Masclet, *La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003. Voir la thèse de Samir Hadj-Belgacem, *Représenter les « quartiers populaires » ? Une socio-histoire de l'engagement électoral et partisan dans les cités d'une municipalité communiste*, Thèse soutenue à l'École normale supérieure, Paris, 2015.

cités» pour reprendre la formule d'Olivier Masclet, les recherches sur Montreuil vont aussi chercher à en percer l'énigme, et ce n'est pas un hasard. Lieu d'accueil privilégié des migrants italiens et portugais dans l'habitat pavillonnaire auto-construit de la fin du XIX^e siècle aux années 1960 mais aussi des Roms après la seconde guerre mondiale, Montreuil a vu arriver, comme d'autres villes, une population magrébine dans les années 1970 puis, à partir des années 1980, subsaharienne. Comme le rappelle Claire Lévy-Vroelant*, Montreuil, parfois surnommée le « Petit Bamako », figure parmi les villes qui ont compté le plus grand nombre de foyers, dont le foyer Nouvelle-France, détruit sur ordre du maire Jean-Pierre Brard en 1996 au nom de la « lutte contre les ghettos ». De nombreux textes rassemblés ici, portant sur la « communauté malienne » notamment, soulignent que les communistes se sont ralliés à l'objectif assimilationniste propre à une certaine définition de la République française. De sorte que les dispositifs dits d'intégration et les politiques de co-développement, produisent, comme le montrent Sadio Soukouna* et Elise Palomarès* dans cet ouvrage, des processus violents d'altérisation de populations pourtant bien installées sur le territoire, et françaises pour une partie d'entre elles. Les grilles mobilisées par ces chercheuses en sciences sociales, attentives aux logiques de classes ainsi qu'aux processus de domination ethnoraciale¹, permettent de mettre au jour une réalité qui tranche avec le diagnostic supposé d'un « manque d'intégration ».

En somme, Montreuil n'a pas été étudiée pour mieux comprendre la « crise des banlieues », mais plutôt pour l'aborder comme une ville où un nouvel agenda politique a été adopté, à la fois en rupture et en continuité avec l'héritage des banlieues rouges pour lequel, il est bon de le préciser, il ne s'agit pas d'exprimer ici une nostalgie. Que Montreuil apparaisse avec Saint-Denis comme le terrain d'étude de ces refondations politiques n'est pas un hasard non plus. Comme Saint-Denis et d'autres communes proches de Paris particulièrement intégrées politiquement, elle concentre les ressources permettant à ses édiles, notamment communistes, de s'éloigner de leur parti. La

1. Sarah Mazouz, *Race*, Paris, Anamosa, 2020.

proximité de la capitale a conduit par exemple au pari d'une reconversion économique portée par le tertiaire, l'arrivée de sièges sociaux dans le Bas-Montreuil mais aussi, au moins dans les années 1980, la politique des CAP (Centre des activités de pointe) consistant à racheter des friches industrielles, à les réaménager, et à les relouer en locaux d'activités¹. Faire venir des ménages plus dotés pour favoriser la mixité sociale et améliorer l'image de la ville apparaissait réaliste. La stature à la fois locale et nationale de maires comme Patrick Braouezec à Saint-Denis, Jack Ralite à Aubervilliers et Jean-Pierre Brard à Montreuil, mais aussi l'ancrage du vote à gauche (contrairement à d'autres villes de la Seine-Saint-Denis qui basculent rapidement dans l'escarcelle de la droite) expliquent que ces élus aient pris le risque de l'éloignement avec le Parti communiste pour se lancer dans une refondation politique. En résumé, Montreuil a été un observatoire non pas de la banlieue rouge mais plutôt des processus complexes qui expliquent sa transformation : recomposition et permanence des modes de gestion politique, comme le clientélisme étudié par Simon Lévy^{*} ; adoption des mots d'ordre directement issus de la politique de la ville comme la participation des habitants et l'impératif de mixité sociale² ; mutations socio-démographiques à la faveur d'un mouvement de gentrification qui prend sa source dans des processus de marchandisation urbaine intense ; ancrage, grâce au parc social, qui représente près d'un tiers des logements de la ville (et 41 % de la partie est du Haut-Montreuil en 2022), des classes populaires, mais aussi d'une population immigrée et, au-delà de la communauté malienne et des foyers, des Roms ou des personnes sans domicile subissant des processus d'exclusion particulièrement brutaux.

Ces dix-neuf textes apportent, une fois rassemblés, des éclairages précieux sur une nouvelle séquence historique, dans laquelle nous nous situons. Nous les avons aussi réunis car leurs auteurs et autrices, quelle que soit leur discipline, mobilisent des grilles

1. Voir l'entretien réalisé en janvier 2016 par Anaïs Collet avec Michel Gauthier, adjoint au maire de Montreuil de 1983 à 1989, chargé de l'urbanisme, du développement économique et de la communication municipale, ancien membre du cabinet du maire Marcel Dufliche.
2. Sur le lien entre ces entreprises locales et la politique de la ville telle qu'elle est pensée au niveau national, voir Sylvie Tissot, *L'État et les quartiers. Enquête sur une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil, 2007.

de lecture avec une rigueur scientifique qui balaient les clichés à travers lesquels est souvent résumé le devenir complexe des villes. Il s'agit ainsi d'apporter quelques éléments de réponses aux questions suivantes : quelles sont les logiques locales qui permettent de comprendre le déclin des communistes, voire de la gauche ? La mixité sociale est-elle un gage de cohésion ou, alimentée par la gentrification, durcit-elle les rapports sociaux ? Mérite-elle d'être inscrite comme un mot d'ordre des politiques locales ? Autant de questions rassemblées dans le titre : *Montreuil est-elle toujours une banlieue populaire ?* Question générique, à propos de laquelle cette introduction développe quelques pistes.

D'abord, la socio-démographie de la ville de Montreuil, à distance des images d'une ville ghetto comme d'une commune prise d'assaut par les bobos, présente une forte polarisation sociale dont il s'agit de restituer les caractéristiques. La mixité sociale, par ailleurs, n'est pas seulement une réalité sociodémographique ; c'est un idéal, un mot d'ordre, pour certains un remède à tous les maux. La vertu de cet ensemble de textes est de rappeler qu'aussi généreuse et progressiste soit-elle, cette vision n'est pas neutre. Elle dessine une représentation du monde incarnée dans des dispositifs d'action publique qui nourrissent ou laissent prospérer de fortes lignes de fracture.

NI « GHETTOS », NI « BOBOS » :
DE QUELLE MIXITÉ SOCIALE PARLE-T-ON ?

Les coordinateurs de l'ouvrage collectif *Banlieues populaires* justifient l'emploi de l'épithète « populaire » en revenant sur la recomposition des classes situées en bas de l'échelle sociale, qui rendent l'expression « villes ouvrières » caduque. Surtout, ils insistent sur l'idée que ce caractère « populaire » n'exclut pas une

diversité sociale puisque « si la population ouvrière n'a pas disparu des banlieues populaires, elle côtoie d'autres groupes sociaux, aux origines et parcours divers¹ », singulièrement dans le département de la Seine-Saint-Denis. Ce constat s'applique à Montreuil, mais les textes réunis ici permettent d'explorer plus avant cette diversité, notamment à l'aune – phénomène impossible à ne pas prendre en compte désormais – de la gentrification.

Montreuil fait en effet partie des communes qui, à la suite de quartiers parisiens étudiés dès les années 1980 comme le 14^e arrondissement, sont touchées par ce phénomène. Le « front de gentrification » décrit par Anne Clerval² à partir du nord-est parisien a d'abord touché le Bas-Montreuil dans les années 1980, puis l'ensemble de la ville³. Aujourd'hui les cadres et professions intellectuelles supérieures, dont la présence est en forte augmentation dans les dernières décennies comme le montre Anaïs Collet* dans son chapitre, forment un quart des ménages de la ville, contre 17,3 % d'employés et 11,8 % d'ouvriers. Les comparaisons que permettent les chiffres du recensement de 2022⁴ sont instructives : on constate que Montreuil est touchée par ce « front » davantage que des villes populaires également limitrophes de Paris. C'est le cas de Pantin par exemple, dont la population est composée de 21,5 % de cadres et professions intellectuelles supérieures, actifs ou retraités. Le fossé se creuse ainsi avec le département de la Seine Saint Denis où ce même groupe situé en haut de l'espace social compose 14,2 %, des ménages, et plus encore avec des communes plus éloignées comme Bondy où le pourcentage est de 8,3 % d'une population encore composée pour encore presque la moitié

1. M.-H. Bacqué, E. Bellanger et H. Rey, *Banlieues populaires. Territoires, sociétés, politiques*, op. cit., p. 9-10. L'hétérogénéité des groupes ouvriers (plutôt que classe ouvrière au singulier) ainsi que de leurs espaces urbains et parcours dans la ville était d'ailleurs soulignée dès les années 1980 dans S. Magri et C. Topalov, *Villes ouvrières 1900-1950*, op. cit.
2. Sabine Chalvon-Demersay, *Le Triangle du XIV^e : des nouveaux habitants dans un vieux quartier de Paris*, Paris, Éditions de la MSH, 1984 ; Anne Clerval, *Paris sans le peuple. La gentrification de la capitale*, Paris, La Découverte, 2016.
3. Jean-Pierre Lévy, *Logiques politiques, logiques résidentielles et marché de l'habitat. Étude des chaînes de vacance à Montreuil*, Paris, ISU, février 1993.
4. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-93048#chiffre-cle-5>. Les chiffres correspondent aux ménages selon le groupe socioprofessionnel actuel ou antérieur de la personne de référence.

d'employés et d'ouvriers. Les taux de pauvreté ne sont pas non plus les mêmes, mais signalent tout de même le même ancrage populaire des trois villes (25 % pour Montreuil, 27 % pour Pantin, 34 % pour Bondy).

En étudiant ce processus comme le fruit de trajectoires résidentielles, résultant de choix, mais aussi de contraintes, Jean-Pierre Lévy* montre, à la suite de Jean-Yves Authier¹, que la gentrification se présente davantage comme un côtoïement de mobilités différenciées que comme une succession de vagues d'installation, voire le remplacement d'un groupe par une autre. Si la gentrification est un processus d'appropriation de l'espace par des ménages plus dotés², il reste à dégager les modalités, plus ou moins conflictuelles ou pacifiques, brutales ou euphémisées, des cohabitations qui se maintiennent dans l'espace urbain. Le chapitre qu'Agnès Van Zanten* consacre aux stratégies scolaires des parents d'élèves, montre la grande ambivalence de l'ouverture qu'ils affichent et du goût de la mixité sociale qu'ils professent, tant ils sont tiraillés, notamment à l'entrée au collège, entre leurs valeurs et la volonté de garantir à leurs enfants le « bon » destin scolaire. Entre l'inscription dans des établissements privés des villes voisines et la création d'enclaves dans des établissements fortement investis, les ségrégations prennent des formes subtiles. À travers la rénovation des habitats, notamment dans les friches industrielles caractéristiques du Bas-Montreuil, Anaïs Collet* saisit la dimension proprement matérielle de la gentrification qui se révèle être aussi un processus symbolique, une transformation de l'image de la ville, indispensable pour que des gentrificateurs puissent y trouver leur compte. Valoriser, en lui donnant une certaine définition, la mixité sociale du Bas-Montreuil a permis de surmonter la peur fortement intériorisée des « banlieues » ou le dédain pour le « pavillonnaire ». Les chapitres consacrés à la patrimonialisation dans cet ouvrage le confirment : l'arrivée des artistes célébrée par la municipalité qu'évoque Camille Boichot*, la

1. Jean-Yves Authier, « La gentrification du quartier Saint-Georges à Lyon : un côtoïement de mobilités différenciées », in Catherine Bidou-Zachariasen, *Retours en ville*, Paris, Descartes et Cie, 2003, p. 105-126.

2. Marie Chabrol, Anaïs Collet, Matthieu Giroud, Lydie Launay, Max Rousseau et Hovig Ter Minassian, *Gentrifications*, Paris, Amsterdam, 2016.

progressive patrimonialisation des Murs à pêches racontée par Didier Frydman^{*}, la nouvelle attention portée à la nature montreuilloise analysée par Barbara Casciarri^{*}, tout cela a contribué à mettre de côté l'image funeste d'une simple ville de banlieue. Sympathiques en apparence, ces représentations ne sont pourtant pas sans liens avec le discrédit dans lequel sont tombés les grands ensembles à travers les discours médiatiques sur les « banlieues » (discrédit auquel ne se sont pas toujours opposés les édiles de la ville), ni avec la disparition du groupe ouvrier, et sans doute plus largement des classes populaires, comme référence du discours municipal.

Déconstruite comme mot d'ordre dans l'ouvrage, la mixité sociale n'en est pas moins une réalité à Montreuil. Depuis une dizaine d'année, la ville gagne des habitants après en avoir régulièrement perdu depuis les années 1960¹ – attraction en partie provoquée par l'intense construction de logements dans la commune. Cette évolution du parc immobilier accompagne une recomposition socio-démographique profonde. D'abord la population des ménages montreuillois devient de plus en plus jeune et de plus en plus seule². Les transformations touchent également les caractéristiques socio-professionnelles, comme nous l'avons vu précédemment, avec une augmentation forte de la part des cadres et professions intellectuelles et supérieures dans le Bas-Montreuil, et une baisse de la présence des employés et ouvriers. En résumé, la population des ménages montreuillois devient de plus en plus jeune, et elle appartient davantage aux professions supérieures. Dès lors, Montreuil, lieu d'accueil des artisans et des ouvriers parisiens au début du xx^e siècle, est-elle encore une ville populaire au xxi^e siècle ?

Cette réponse est loin d'être univoque, mais, au-delà du constat d'une gentrification plus avancée là que dans d'autres villes de la Seine-Saint-Denis, on peut souligner comme fait majeur la polarisation sociale et morphologique du territoire montreuillois, notamment entre le Haut et le Bas-Montreuil. Si l'on découpe

1. Entre 2015 et 2016 elle a attiré près de 7 400 habitants et 6 700 entre 2021 et 2022, soit 6 % de la population.
2. Depuis 2011, la part de la population familiale a diminué sensiblement (de 57 % des ménages à 54 %) au profit des personnes vivant seules (39 % à 43 %), qui forment une population relativement jeune.

Montreuil entre le Bas-Montreuil et le centre-ville, puis (un peu artificiellement) le Haut-Montreuil est et ouest¹, il apparaît ainsi de fortes spécificités propres à chacun des secteurs.

La polarisation du territoire montreuillois au prisme des chiffres du recensement

En 2022, le Haut-Montreuil concentre près de la moitié des logements et des ménages, tandis que 30 % des ménages habitent le Bas-Montreuil et à peine 18 % pour le centre-ville. Ces différences concernent également la composition du parc immobilier de chacun des quartiers : ainsi la partie est du parc immobilier du Haut-Montreuil est composée à 41 % de logements sociaux, pour à peine le quart du parc du Bas-Montreuil (mais 27 % et 36 % pour le Haut-Montreuil ouest et le centre-ville). Par contraste, le parc locatif privé constitue près de 41 % du parc immobilier du Bas-Montreuil, pour à peine 22 % du Haut-Montreuil est. Ainsi, la coupure entre le Haut et le Bas-Montreuil est d'abord morphologique. Elle est également sociale. Le Haut-Montreuil est et ouest est plus populaire que le Bas-Montreuil et le centre-ville. En 2022, 44 % de la population active du Haut-Montreuil ouest et 47 % du Haut-Montreuil est sont ouvriers ou employés. Ils constituent près du tiers des ménages dans le Bas-Montreuil et dans le centre-ville². À l'opposé, les cadres et professions intellectuelles supérieures regroupent 41 % de la population active du Bas-Montreuil et 35 % du centre-ville pour 28 et 25 % de la population active du Haut-Montreuil ouest et est, ces derniers chiffres étant, il est intéressant de le noter, proches du niveau de l'Ile-de-France dans son ensemble, et bien plus élevés que dans d'autres régions du pays³. Ce marquage social plus populaire du

1. Le Haut-Montreuil ouest comprend les quartiers de La Noue-Clos Français, de Villiers-Barbusse, de Ramenas-Lagrange, Branly Boissière. Et le Haut-Montreuil est : Signac-Murs à pêches, Bel-Air Grands Pêcheurs, Ruffins-Théophile Sueur et Montreuil-le Morillon.
2. Les chiffres produits sur ces différentes zones de Montreuil ont été recalculés, à la suite d'une extraction, sur la base de la seule population active.
3. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1290542>.

Haut sur le Bas apparaît également à travers la distribution de la population étrangère. Alors que la question de la concentration des étrangers dans les foyers du Bas-Montreuil revient régulièrement dans les conflits qui opposent la mairie aux résidents, ces derniers ne constituent que 17 % de la population de ce quartier et 14 % de celle du centre-ville. En revanche, les étrangers représentent plus de 20 % de la population de chacun des deux quartiers du Haut-Montreuil, où se concentre près de la moitié des étrangers de la ville.

Il existe donc une polarisation sociale et morphologique de la ville qui s'organise schématiquement autour de deux grands espaces. D'un côté, un Haut-Montreuil populaire regroupant les logements sociaux, et bien plus pourvu en équipements sportifs qu'en équipements culturels, ces derniers étant concentrés dans le centre-ville (le cinéma multiplexe municipal et le centre dramatique national). Le centre-ville et surtout le Bas-Montreuil en revanche sont composés d'une population où dominent les cadres et professions intellectuelles supérieures, avec une emprise forte du logement en accession à la propriété d'un côté, et l'habitat locatif privé de l'autre.

Même si le phénomène de gentrification est susceptible de s'étendre, notamment dans un Haut-Montreuil en pleine transformation, l'idée d'une ville conquise par les « bobos » doit être relativisée. Le cliché de « quartiers-ghettos » doit aussi être écarté. Quand bien même il regroupe une partie importante des logements sociaux, le Haut-Montreuil, qui a été profondément remodelé par les politiques intensives de construction d'habitat social des années 1960-1970, conserve une grande diversité, morphologique notamment, avec le mélange de cités et de pavillonnaire. Certes les immeubles de logement sociaux étaient à l'origine composés d'une population de résidents en partie mixtes socialement et démographiquement et, depuis les années 1970, le départ des couches moyennes vers l'accession à la propriété périphérique et le manque de perspectives résidentielles des plus pauvres ont eu pour effet de concentrer ces

derniers, notamment les étrangers, dans les fractions les plus basses de l'habitat social. Pourtant d'une part les étrangers restent encore nombreux dans le Bas-Montreuil, comme nous l'avons dit. Et surtout, on le sait aujourd'hui¹, la concentration de populations, qu'elles soient démunies et/ou étrangères, n'est pas une source en soi de problèmes. Elle n'exclut pas la mobilité sociale, et surtout les habitants des cités ne sont pas tous des « exclus », loin de l'institution scolaire et du monde du travail. Le beau documentaire consacré par Bertrand Tavernier et son fils Nils Tavernier à la cité des Grands Pêcheurs de Montreuil en 1997 le dit bien, sur un autre registre que les sciences sociales. *Au-delà du périph*, c'est le titre du documentaire : c'était aussi l'injonction d'un ministre outré par l'opposition de cinéastes aux lois répressives contre l'immigration à la fin des années 1990, qui leur conseillait d'aller voir sur le « terrain » les supposés dégâts causés par le « problème de l'immigration ». Non seulement Bertrand Tavernier y est allé, mais il y a aussi trouvé et filmé l'entraide et la solidarité.

Le qualificatif de populaire peut s'entendre dans bien des sens, et excède les seules données du recensement. Les travaux sur la gentrification l'ont montré : une ville qui résiste à la gentrification est aussi une ville où l'espace public continue à être occupé par les classes populaires², où le secteur commercial ne s'est pas complètement métamorphosé pour répondre aux demandes des ménages les plus dotés (commerces bios, librairies et restaurants plus chics continuent ainsi de côtoyer les petites épiceries populaires et les établissements de restauration rapide). En outre, à Montreuil plus que dans d'autres villes de la Seine-Saint-Denis, le déclin des structures d'encadrement héritées de la banlieue rouge n'a pas empêché que se maintienne un vote fortement ancré à gauche : en 2022, Jean-Luc Mélenchon, candidat de La France insoumise, recueille ainsi au premier tour des présidentielles 55,22 % des voix (pour 18,21 à Emmanuel Macron, et 6,73 à Marine Le Pen). Les listes qui s'opposent au second tour des élections municipales sont bien souvent des listes de gauche et le vote d'extrême droite reste bas,

1. Pierre Gilbert, *Le mythe du ghetto*, Paris, Amsterdam, 2023.

2. Voir le chapitre de Mathieu Giroud dans *Gentrifications*, *op. cit.*

relativement au reste de la France¹. Indubitablement, la permanence des élus de gauche et l’affichage continue d’orientations progressistes constituent un élément fort de l’identité « populaire » de la ville. La vie associative et militante, renouvelée, n’a pas disparu, loin de là, et les comités de soutien aux habitants des foyers ou encore aux Roms sont une réalité locale, rappelée par plusieurs contributions de l’ouvrage. La lutte antiraciste a ressurgi à l’occasion de la circulaire Chatel de 2012 interdisant les sorties scolaires aux mères portant le foulard, et la recherche que Houda Asal a consacrée aux luttes contre l’islamophobie insiste sur le rôle de Montreuil dans la mobilisation du collectif Mamans toutes égales². Plus récemment, comme le racontent Sabri Bendimérad* et Monique Eleb* dans l’ouvrage, l’habitat alternatif a trouvé, avec la maison de retraite pour femmes dites Babayagas, une terre d’accueil à Montreuil. La ville est aussi connue pour ses squats, notamment politiques autour d’une mouvance dite autonome³. Là comme à Saint-Denis⁴, et dans la continuité de l’histoire de la gentrification, la vie politique locale s’est enfin renouvelée avec des habitants qui, en arrivant à Montreuil, s’engagent dans les différentes formations de gauche ou d’extrême gauche. Et ce alors que le NPA (Nouveau parti anticapitaliste) a précisément choisi Montreuil comme lieu d’installation d’un nouveau siège, incluant une librairie⁵.

Toujours populaire par certains aspects – cruciaux –, Montreuil est assurément une commune « mixte ». Soulignons-le ici : comme les sociologues le disent et le redisent depuis plusieurs décennies, la

1. Aux élections municipales de 2026, la liste menée par Patrice Bessac (Union de la Gauche) recueille 57,72 % des suffrages au premier tour ; celle menée par Sayna Shahryari (La France insoumise) 22,56 % ; le Rassemblement national ne s’est pas présenté
2. Houda Asal, « Chapitre 4. Au nom de l’égalité ! Mobilisations contre l’islamophobie en France. La campagne contre l’exclusion des mères voilées des sorties scolaires », in Julien Talpin et al., *L’islam et la cité*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2017.
3. Voir sur la réorganisation de la mouvance autonome autour des squats dans les années 1990, tout particulièrement dans l’est parisien et les communes de la petite couronne, Colin Robineau, *Devenir révolutionnaire*, Paris, La Découverte, 2022. Sur les squats queer, Lou Roudaut, « *Manger des basses* » : *anthropologie de la circulation de l’énergie dans les fêtes dance hardcore queer parisiennes*, Mémoire de recherche, Master EHESS, 2024.
4. Félicie Roux, « Les mobilisations de parents d’élèves séquano-dyonisiens en faveur de l’égalité territoriale. Sur la dimension spatiale des pratiques protestataires », *Politix*, 143(3), 2023, p. 79-109.
5. <https://npa-lanticapitaliste.org/actualite/vie-du-npa/souscription-2025-la-librairie-du-futur>.

coexistence de groupe sociaux différents dans l'espace, leur proximité spatiale autrement dit, n'efface pas les inégalités sociales¹. Parfois même elle peut les renforcer et au-delà de la célébration rituelle du « vivre ensemble » montreuillois, les processus d'exclusion sont bien réels. Les différents chapitres consacrés à l'immigration et aux minorités (sans logis, Roms, habitants des foyers) dans la ville, le montrent bien. Il est vrai que la résistance communiste à Montreuil pourrait laisser croire à une reconversion idéologique plutôt réussie. La « chute » de Montreuil-la-Rouge en 2008 avec l'arrivée de Dominique Voynet racontée par Céline Delacroix* dans l'ouvrage n'a pas sonné la fin de l'histoire communiste. Il reste que Montreuil a été le lieu d'un abandon relativement rapide – à peine une décennie aura suffi, essentiellement durant les années Brard – des références de classe naguère dominantes à l'époque des banlieues rouges, ou plutôt leur relégation au profit de rhétoriques pensées comme plus modernes. La Municipalité n'a pas pour autant renoncé à toute politique sociale, loin de là, et défend la présence des services publics. Mais s'ils n'ont pas conduit à ouvrir toutes grandes les portes de la ville aux promoteurs, s'ils se sont accompagnés d'une politique de maîtrise du foncier, les efforts pour attirer, dès cette époque, d'autres populations, ont contribué à polariser le territoire, et donc en partie à exclure les couches populaires, socialement autant que symboliquement. Ces groupes ont été soit invisibilisés, soit pris en compte, mais comme un élément parmi d'autres d'une population dont, conformément à ce que sous-entend la rhétorique de la « mixité sociale », tous les segments sont censés contribuer, chacun à sa manière, à enrichir le territoire.

Derrière ces mots d'ordre consensuels, subsistent de puissantes forces de relégation subies par les populations les plus vulnérables. Ainsi la transformation des foyers en résidences sociales étudiée par Claire Lévy-Vroelant* met à mal l'image d'une ville multiculturelle et accueillante que la municipalité aime à mettre en avant. De quelle hospitalité parle-t-on quand la réduction du nombre de places et l'abandon de nombreux non-titulaires officiels de

1. Madeleine Lemaire et Jean-Claude Chamborédon, « Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, 1970, p. 3-33.

logements s'ajoutent à la disparition des espaces collectifs, et donc à l'affaiblissement des logiques d'entraide ? Les formes d'exclusion ethnoraciales sont diverses et violentes, et la question du logement est un puissant analyseur pour les mettre en lumière. Anne-Claire Vallet* montre, grâce à une formidable enquête ethnographique, que des hommes exilés, originaires d'Afrique du Nord, vivent cachés dans des tentes, des bâtiments vacants, des camionnettes, et elle insiste sur l'attachement qui se construit, dans ces interstices et malgré les conditions de vie plus que précaires, avec le territoire. Ne sont-ils pas, eux aussi, Montreuillois ? C'est toute la définition de l'autochtonie, ressort des politiques d'hospitalité montreuilloises, qui se trouve alors en interrogation, comme le montre Norah Benarosh-Orsoni* à propos des dispositifs de relogement des Roms.

Si certains auteurs et autrices les ont repris, notamment pour les raccourcir, le choix a été fait de ne pas leur demander d'actualiser leurs chapitres, pour certains publiés il y a plusieurs années. Ainsi ne sont pas abordées les transformations récentes des politiques municipales. Il est vrai que la question écologique figure aujourd'hui en bonne place dans les articles du bulletin municipal, tandis que l'extension de la ligne de métro 11 et le prolongement prévu de la ligne de tram 1 sont porteuses de nouvelles transformations. La lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes a droit de cité, de même que, dans un contexte de plus grande visibilité queer dans la ville, la question des discriminations contre les personnes LGBTQI+. Attention : faire le bilan d'une mairie communiste nécessiterait un travail de bien plus grande ampleur et ce n'est pas le propos de l'ouvrage. Quelle que soit la tonalité critique d'un certain nombre de chapitres réunis ici, il n'est pas question de procéder à une quelconque évaluation. L'objectif est d'apporter des perspectives scientifiques sur les recompositions fortes, et pas toujours visibles, qui ont marqué et marquent toujours la ville de Montreuil. En évoquant les banlieues rouges, il importe d'avoir en tête qu'à une époque, parce que les problèmes locaux ont été pris à bras le corps (sans forcément inclure les immigrés dans la classe ouvrière défendue), une véritable identité de classe, indissociablement sociale et locale, s'est forgée. Mais par quoi la fierté des grands ensembles et de la classe ouvrière qui l'habitait (cet

«emblème» devenu «problème») est-elle remplacée aujourd'hui ? À l'heure où Montreuil comme beaucoup d'autres communes de la proche couronne anciennement «rouge» sont devenues des terres de conquête des autres partis de gauche, il n'est sans doute pas inutile de se poser la question.

Enfin, du point de vue de la transformation plus large des territoires populaires, ce livre consacré à une commune met en valeur ce que les sciences sociales de l'urbain ont su faire faire ces trois dernières décennies. Montreuil, à bien des égards, n'est pas que Montreuil puisque s'y produisent des phénomènes généraux qui se vérifient ailleurs, mais que l'on peut voir de façon saisissante par l'exploration locale et monographique. Focalisées sur les territoires des grandes métropoles, les chercheurs et chercheuses en sciences sociales ont élaboré des questionnements, bâti des méthodologies, imaginé des enquêtes susceptibles d'être reproduites aujourd'hui sur l'ensemble des espaces (villes petites et moyennes, étendues périurbaines, espaces ruraux ou touristiques). Déconstruire les mots d'ordre des politiques locales, analyser finement les dynamiques de peuplement et de côtoiement des populations, observer les rapports sociaux aux institutions comme l'école, comprendre la place des minorités dans l'espace et dans la gestion municipale, mettre en évidence les logiques de politisation ou de dépolitisation : c'est une ambition scientifique aux enjeux citoyens et politiques non négligeables à laquelle participent les contributions de cet ouvrage.